

ARCHIVES HISTORIQUES DE LA COMMISSION

COLLECTION
DES DOCUMENTS "SEC"

Dossier SEC(70)2424

Vol. 1970/0083

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25.3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

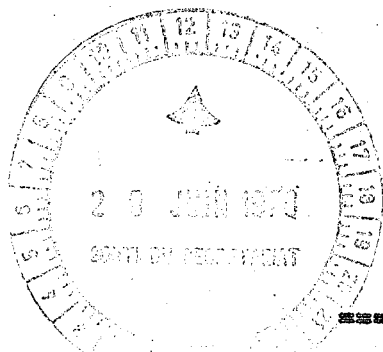
In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

COMMISSION
DES
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Secrétariat général

SEC(70)2424



Bruxelles, le

RESTREINT

19 Juin 1970

Point 9 O.J. 127/2

NOTE A L'ATTENTION DE MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION.

Objet : 560ème réunion du Comité des Représentants Permanents - 17 juin 1970.

- Propositions de la Commission dans le domaine fiscal destinées à faciliter la concentration européenne des entreprises.

- a. Régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'Etats membres différents (doc. R/1098/70 (ECO 104) + Corr.1)
- b. Régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions et apports d'actif intervenant entre sociétés d'Etats membres différents (docs R/95/69 (ECO 16), R/1214/70 (ECO 122))

A. AMENDEMENT.

Les propositions ont été soumises au Conseil le 16 janvier 1969, suite à une demande exprimée par le Conseil, siégeant au niveau des Ministres des Finances, d'examiner par priorité les matières en question en vue de favoriser la concentration des entreprises à l'intérieur de la Communauté.

Les directives en question ont été retenues comme tâches prioritaires dans le Mémoire de la Commission sur la Politique Industrielle.

Le Conseil, durant sa session des 8/9 juin 1970, a entériné les conclusions du Comité des Représentants Permanents selon lesquelles le Conseil devrait être saisi de la proposition sub a) lors de sa réunion du 30 juin et de la proposition sub b) après les vacances d'été.

Au niveau ^{du Groupe} compétent du Conseil, les Etats membres ont émis ^{un} plus ou moins un grand nombre de réserves et d'objections d'ordre général qui sont, pour la plupart, communes aux deux propositions. Dans le cas de la proposition sub b), les fins de non-recevoir sont d'une nature telle que le Groupe n'est pas entré dans la discussion de la matière. Aussi le Comité des Représentants Permanents était-il invité à se prononcer d'abord sur cette réserve d'ordre général.

En ce qui concerne la proposition sub a), les réserves d'ordre général n'ont pas été un empêchement pour le Groupe d'examiner la proposition quant au fond.

B. RESULTATS DE LA DISCUSSION.

Les réserves d'ordre général et les fins de non-recevoir ont fait l'objet d'un bref échange de vues au cours duquel les Représentants de la

Commission (M. ETIENNE et M. BARRAL, Administrateur Principal à la D.G. XIV), ont exprimé leur déception. Le Représentant de la France a exprimé un certain désenchantement, spécialement à la suite de l'impulsion donnée par le Conseil des 8/9 juin derniers à la politique industrielle.

Le Comité est convenu de reprendre à quinzaine l'examen des fins de non-recevoir relatifs à la proposition sub b) (voir R/1214/70 (ECO 122)).

Le Comité a procédé à un premier débat sur la proposition sub a). Au terme de cette discussion, les Représentants de l'Allemagne et des Pays-Bas ont demandé le renvoi du dossier au Groupe, en se prévalant de la nécessité de reprendre l'étude au vu de nouveaux exemples chiffrés. Les Représentants de la Commission se sont opposés à cette demande. M. DOUMONT, qui présidait, a estimé qu'une décision de procédure était prématurée et a invité les délégations en question à remettre par écrit leurs exemples chiffrés.

C. EXAMEN DE LA PROPOSITION SUB a.

1°) - Réserve à caractère très général.

Le Représentant de l'Italie a rappelé la réserve d'ordre général fondée sur la considération qu'il n'appartient pas à la Communauté de réglementer cette matière au motif que la proposition de la Commission n'est pas pleinement compatible avec les projets de réforme du régime fiscal italien.

Le Représentant de l'Allemagne a rappelé brièvement la réserve d'ordre général fondée sur la considération que les facilités nouvelles à donner à la fusion internationale des entreprises ont des implications politiques et touchent au "Mitbestimmungsrecht".

Le Représentant de la France a rappelé la demande tendant à réserver le bénéfice de la directive aux sociétés "authentiquement européennes", sans pouvoir donner d'autre définition sur le caractère "authentiquement européen" qu'une déclaration faite par le Conseil en 1967 à l'occasion de son adoption des premières lignes directrices en matière de politique énergétique.

Le Représentant de la Belgique a rappelé la thèse selon laquelle l'entrée en vigueur de la proposition sub a) doit être subordonnée à celle

de la proposition sub b).

2°) - Objections particulières.

a) Acte communautaire (article 100) ou Convention entre Etats.

La France et l'Italie s'opposent à un recours à l'article 100. Le Représentant de la France a soutenu que la matière fiscale se trouve régie par les articles 95 à 99. Le Représentant de l'Italie a contesté qu'il y avait un lien direct avec le fonctionnement du Marché Commun et a estimé que la matière se trouvait réglée par l'article 220, deuxième tiret (Convention sur la double imposition).

Le Représentant du Service Juridique du Secrétariat du Conseil a confirmé l'interprétation de la Commission selon laquelle le recours à l'article 100 est possible. Le Représentant de la Commission a mis l'accent sur les considérations d'efficacité qui militent en faveur d'un recours à l'article 100, spécialement en vue de l'élargissement de la Communauté.

Bien que le Représentant de la France n'ait donné aucun signe d'assouplissement sur sa position, on ne peut pas exclure, toutefois, que cette réserve devrait pouvoir être levée si elle devait être le prix d'un accord général. M. DOUMONT, qui présidait, a déclaré qu'il réservait la poursuite de la discussion de ce point pour la fin.

b) Faut-il exclure du bénéfice de la directive les sociétés de personnes qui sont imposées comme des sociétés de capitaux (double imposition économique) - - - - -

L'Allemagne demande, avec le soutien de l'Italie, du Luxembourg et des Pays-Bas, que les sociétés de personnes soumises à double imposition économique soient exclues du bénéfice de la directive.

Le Représentant de la Commission a noté que l'Allemagne ne se trouve guère concernée par cette disposition.

Il a été fait remarquer au Représentant de l'Allemagne que des Conventions bilatérales existantes consacrent le système proposé par la Commission et que, pour le surplus, la France et la Belgique ^{qui} permettent à des sociétés de personnes d'opter pour le régime fiscal des sociétés de capitaux. peuvent, en tout état de cause, exclure le bénéfice imposable des dividendes reçus par ces sociétés de filiales établies dans d'autres Etats membres. En conséquence, même si la

directive ne visait pas cette situation, l'effet recherché serait obtenu par décision unilatérale de la Belgique et de la France.

- c) A partir de quel taux de participation la société mère peut-elle avoir le bénéfice de la directive ?

Une virtualité d'accord se dessine en ce sens qu'il appartient à l'Etat membre, où la société mère est établie, de ^{dé}terminer le taux minimum de la participation à partir duquel l'imposition n'a plus lieu. Ce système contient une sorte d'autorégulation : si l'Etat membre veut toucher un maximum de recettes fiscales, alors il entrave l'expansion des sociétés mères. Si, au contraire, il entend favoriser l'expansion des sociétés mères, il acceptera la moins-value fiscale, cette moins-value constituant en elle-même un frein à des limites trop larges.

Le Représentant de l'Italie a maintenu la position selon laquelle le bénéfice de la directive serait appliquée à des sociétés mères et à des participations dans la même branche. Il ne s'agit pas, en effet, d'encourager de vastes "Konzern" européens, mais bien d'encourager une concentration industrielle là où elle est économiquement et techniquement justifiée.

- d) Problème du double taux d'imposition en Allemagne selon que les dividendes sont distribués ou non ?

Il s'agit de la difficulté fondamentale que présente la directive. La plupart des Représentants Permanents estiment qu'ils sont obligés de faire une concession substantielle en faveur de l'Allemagne sur ce point, à défaut de quoi celle-ci ne donnera pas son accord à la directive. Le Représentant des Pays-Bas, au contraire, a maintenu une position très ferme.

Le Représentant de l'Allemagne remettra des exemples chiffrés pour ce qui arriverait au cas où la proposition de la Commission serait retenue, à savoir le remboursement à la société mère de la retenue à la source supplémentaire laquelle précède l'Allemagne en cas de dividendes distribués allant à une société mère européenne, lorsque la société mère procède à la redistribution des revenus perçus par la filiale européenne.

Meyer
K. MEYER
Secrétaire Général Adjoint

Copie à: M. VOCHLAAR, M. TOULMON, M. MUCH

VERMERK FÜR DIE HERREN MITGLIEDER DER KOMMISSION

Betrifft: 560. Tagung des Ausschusses der Ständigen Vertreter - 17. Juni 1970

- Vorschläge der Kommission im Steuerbereich zur Erleichterung der Unternehmenskonzentration in Europa

- a) Gemeinsames Steuersystem für Mutter- und Tochtergesellschaften verschiedener Mitgliedstaaten (Dok. R/1098/70 (ECO 104) + Korr. 1)
- b) Gemeinsames Steuersystem für Fusionen, Spaltungen und die Einbringung von Unternehmensteilen, die Gesellschaften verschiedener Mitgliedstaaten betreffen (Dok. R/95/69 (ECO 16), R/1214/69 (ECO 122))

A. VORGANG

Auf einen Antrag des Rates der Finanzminister, zunächst die betreffenden Fragenkomplexe im Hinblick auf eine Erleichterung der Unternehmenskonzentration innerhalb der Gemeinschaft zu prüfen, wurden die genannten Vorschläge dem Rat am 16. Januar 1969 unterbreitet.

Die Verwirklichung dieser Richtlinien wurde im Memorandum der Kommission über die Industriepolitik als vorrangige Aufgabe bezeichnet.

Der Rat hat auf seiner Tagung am 8./9. Juni 1970 die Ergebnisse gebilligt zu denen die Ständigen Vertreter gelangt waren und nach denen sich der Rat mit dem unter a) genannten Vorschlag auf seiner Tagung am 30. Juni und mit dem unter b) genannten Vorschlag nach den Sommerferien befassen soll.

In der zuständigen Ratsgruppe haben die Mitgliedstaaten mehr oder weniger zahlreiche Vorbehalte und Einwände allgemeiner Art geäußert, die sich in den meisten Fällen auf beide Vorschläge beziehen. Der unter b) genannte Vorschlag wurde so entschieden abgelehnt, daß die Gruppe ihn nicht weiter erörtert hat. Daher wurde der Ausschuß der Ständigen Vertreter aufgefordert, sich zunächst zu den allgemeinen Vorbehalten zu äußern.

Die allgemeinen Vorbehalte hinsichtlich des unter a) genannten Vorschlags haben die Gruppe nicht daran gehindert, den Inhalt des Vorschlags zu prüfen.

ERGEBNISSE DER AUSSPRACHE

Die allgemeinen Vorbehalte und die Ablehnung waren Gegenstand eines kurzen Meinungs Austausches, in dessen Verlauf die Vertreter der Kommission



(Herr EPIENNE und Herr BARNEL, Hauptverwaltungsrat in der GD XIV) ihre Enttäuschung zum Ausdruck brachten. Auch der Vertreter Frankreichs äußerte sich enttäuscht, besonders in Anbetracht der Impulse, die der Rat auf seiner Tagung am 8./9. Juni der Industriepolitik gegeben hatte.

Der Ausschuß vereinbart, die Prüfung des abgelehnten Vorschlags b) in 14 Tagen fortzusetzen (vgl. Dok. R/1214/70 (ECO 122)).

Der Ausschuß ging zu einer ersten Erörterung des unter a) genannten Vorschlags über. Nach der Diskussion verlangten der Vertreter Deutschlands und der Niederlande, die Angelegenheit an die Gruppe zurückzuverweisen, weil die Untersuchung im Lichte neuer Zahlenbeispiele wieder aufgenommen werden müsse. Die Vertreter der Kommission widersetzten sich diesem Antrag. Der Vorsitzende, Herr DOUMONT, hielt eine Entscheidung über das Verfahren für verfrüht und forderte die deutsche und niederländische Delegation auf, ihre Zahlenbeispiele schriftlich vorzulegen.

C. PRÜFUNG DES UNTER a) GENANNTEN VORSCHLAGES

1.) - Sehr allgemeiner Vorbehalt

Der Vertreter Italiens wies auf den allgemeinen italienischen Vorbehalt hin: es sei nicht Aufgabe der Gemeinschaft, Regelungen in diesem Bereich aufzustellen. Er machte geltend, daß der Vorschlag der Kommission mit den Plänen für die italienische Steuerreform nur schwer zu vereinbaren sei.

Der Vertreter Deutschlands ging kurz auf seinen allgemeinen Vorbehalt ein; er gab nochmals zu bedenken, daß die neuen Erleichterungen für internationale Unternehmensfusionen politische Folgen hätten und das Mitbestimmungsrecht berühren.

Der Vertreter Frankreichs wies auf den Antrag hin, die Richtlinie nur auf "wirkliche europäische" Gesellschaften anzuwenden; er konnte jedoch zu dem Begriff "wirklich europäisch" keine anderen Angaben machen als die, die in der Erklärung enthalten sind, die der Rat 1967 anlässlich der Genehmigung der ersten Leitlinien für die Energiepolitik abgegeben hat.

Der Vertreter Belgiens erinnerte daran, daß das Inkrafttreten des unter a) genannten Vorschlags von dem Inkrafttreten des unter b) genannten Vorschlags abhängig gemacht werden sollte.

2) - Besondere Einwände

a) Gemeinschaftsakt (Artikel 100) oder Übereinkommen zwischen den Staaten
Frankreich und Italien lehnen Artikel 100 als Rechtsgrundlage ab. Der Vertreter Frankreichs verwies darauf, daß Artikel 95 bis 99 für den Steuerbereich gelten. Der Vertreter Italiens bestritt, daß hier ein direkter Zusammenhang mit dem Funktionieren des Gemeinsamen Marktes besteht, und äußerte die Ansicht, daß dieser Bereich in Artikel 220, zweiter Gedankenstrich, geregelt wird (Doppelbesteuerungsabkommen).

Der Vertreter des Juristischen Dienstes des Ratssekretariats bestätigte die Auslegung der Kommission, nach der Artikel 100 als Rechtsgrundlage gelten kann. Der Vertreter der Kommission hob die Wirksamkeitserwägungen hervor, die für Artikel 100 als Rechtsgrundlage, besonders im Hinblick auf die Erweiterung der Gemeinschaft, sprechen.

Obwohl der Vertreter Frankreichs von seiner Haltung nicht abging, ist nicht auszuschließen, daß dieser Vorbehalt aufgehoben werden könnte, wenn er der Preis einer allgemeinen Einigung sein sollte. Nach Ansicht des Vorsitzenden, Herrn DOUNONT, sollte die Erörterung dieses Punktes zum Schluß fortgesetzt werden.

b) Sind Personengesellschaften, die wie Kapitalgesellschaften besteuert werden (wirtschaftliche Doppelbesteuerung), von der Anwendung der Richtlinie auszunehmen?

Mit Unterstützung Italiens, Luxemburgs und der Niederlande fordert Deutschland, die der wirtschaftlichen Doppelbesteuerung unterliegenden Personengesellschaften von der Richtlinie auszuschließen.

Der Vertreter der Kommission bemerkt, daß Deutschland von dieser Bestimmung kaum betroffen sei.

Dem Vertreter Deutschlands wurde zu bedenken gegeben, daß die bestehenden bilateralen Übereinkommen nach dem von der Kommission vorgeschlagenen System funktionieren und daß Frankreich und Belgien, die es den Personengesellschaften ermöglichen, für das Steuersystem der Kapitalgesellschaften zu optieren, in jedem Falle sogar den steuerbaren Gewinn von den Dividenden ausschließen können, die diese Gesellschaften von ihren in anderen Mitgliedstaaten ansässigen Tochtergesellschaften erhalten. Selbst wenn die Richtlinie diese Sachlage nicht berücksichtige, so wäre demzufolge die erwünschte Wirkung durch einen einseitigen Beschluß Belgiens und Frankreichs herbeizuführen.

- c) Von welchem Beteiligungsgrad an kann die Muttergesellschaft unter die Richtlinie fallen? -----

Es zeichnet sich eine mögliche Einigung dahingehend ab, daß es dem Mitgliedstaat, in dem die Muttergesellschaft ansässig ist, obliegen müsse, den Mindestbeteiligungssatz festzulegen, von dem ab die Besteuerung nicht mehr stattfindet. Dieses System enthält eine Art Selbstregulierung: wenn der Mitgliedstaat ein Maximum an Steuern einnehmen will, verhindert er die Expansion der Muttergesellschaften. Wenn er demgegenüber die Expansion der Muttergesellschaften fördern will, wird er den Minderertrag in Kauf nehmen, da dieser in sich selbst ein Hemmnis für eine übermäßige Zunahme an Größe ist.

Der Vertreter Italiens beharrte auf seiner Ansicht, nach der die Richtlinie auf Muttergesellschaften und Beteiligungen im selben Industriezweig anzuwenden ist. Es handle sich nicht darum, umfangreiche europäische "Konzerne" zu fördern, sondern eine Industriekonzentration dort zu fördern, wo sie wirtschaftlich und technisch gerechtfertigt ist.

- d) Problem des Doppelbesteuerungssatzes in Deutschland, je nachdem ob die Dividenden ausgeschüttet werden oder nicht -----

Hier handelt es sich um die grundlegende Schwierigkeit dieser Richtlinie. Die Mehrheit der Ständigen Vertreter ist der Ansicht, daß sie in diesem Punkt Deutschland ein wesentliches Zugeständnis machen müssen, weil Deutschland sonst der Richtlinie nicht zustimmen wird. Der Vertreter der Niederlande allerdings ging von seiner festen Haltung nicht ab.

Der Vertreter Deutschlands wird Zahlenbeispiele vorlegen, anhand derer gezeigt werden kann, was geschieht, wenn der Vorschlag der Kommission gebilligt würde. Es geht dabei hauptsächlich um die Erstattung des zusätzlichen Quellenabzugs an die Muttergesellschaft, den Deutschland bei ausgeschütteten Dividenden erhebt, die an eine europäische Muttergesellschaft gehen, wenn die Muttergesellschaft die Gewinne ihrer europäischen Tochtergesellschaft ausschüttet.

(gez.) K. MEYER

Stellvertretender Generalsekretär

Durchschrift an: die Herren VOGELAAR
TOULEMON
MUCH